

Général Puga: «Kolwezi est une opération qui a gardé toute son actualité au XXIe siècle»

ENTRETIEN - Quarante-cinq ans après l'opération «Bonite», à l'occasion d'un colloque sur les questions de Défense organisé le 22 mai prochain au Sénat par la fondation Valéry Giscard d'Estaing, le général répond aux questions du *Figaro* sur une opération devenue une référence en la matière.

En 1978, le lieutenant Benoît Puga est le plus jeune officier du 2e Régiment Étranger de Parachutistes, et fait partie de la première vague à sauter sur Kolwezi, au Zaïre. C'est la première mission opérationnelle de sa carrière. Elle en comptera beaucoup d'autres. Le général Puga a ensuite commandé le 2e REP dans plusieurs opérations, notamment à Brazzaville et à Bangui, avant de devenir chef du Commandement des opérations spéciales (COS), puis chef d'état-major particulier de deux présidents de la République, Nicolas Sarkozy et François Hollande, et enfin Grand chancelier de la Légion d'Honneur.

LE FIGARO. - Quelles ont été les principales raisons du succès de l'opération du 2e REP à Kolwezi ?

Le général Benoît PUGA. - Ce succès a été dû à la combinaison de plusieurs facteurs. La capacité opérationnelle du 2e REP a été essentielle : le régiment était bien entraîné, confiant dans ses capacités. Le fait qu'il soit basé en Corse a permis d'ajouter une certaine discrétion à son déploiement.

» **LIRE AUSSI** - Commandos de légende: le 19 mai 1978, les paras de la Légion sautent sur Kolwezi

Si nous n'avons pas pu bénéficier de la surprise stratégique, puisqu'il y avait eu des fuites dans la presse, venues de l'opposition en Belgique, nous sommes néanmoins parvenus à surprendre tactiquement l'adversaire en sautant directement sur Kolwezi, dans la partie nord de la ville, où se trouvait un ancien aéroclub désaffecté. Les gendarmes katangais avaient tourné leurs défenses vers le sud et vers l'aéroport, où un bataillon de parachutistes zaïrois avait été détruit quelques jours plus tôt.

Ce fut une opération qui s'est aussi déroulée dans un cadre clair et précis, notamment dans le temps. Notre mission était de libérer les otages, de sauver les populations civiles. Une fois qu'elle a été remplie, nous sommes repartis, après avoir passé la main à une force interafricaine.

Un autre facteur essentiel a été la grande confiance qui existait entre le pouvoir politique et les responsables militaires d'une part, et entre les différents échelons de commandement d'autre part.

Quarante-cinq ans après, les enseignements de Kolwezi sont-ils toujours valables ?

Oui, sans aucun doute. Kolwezi rappelle qu'une mission bien pensée, clairement définie, et confiée à des soldats bien entraînés en leur donnant les moyens nécessaires, a toutes les chances de réussir.

» **LIRE AUSSI** - Les secrets de la Légion étrangère, un modèle qui fait la fierté de la France

Elle reste aussi un exemple de la façon dont une opération aéroportée peut s'affranchir des délais et des contraintes physiques et avoir des effets démultipliés. Elle rappelle aussi que la stratégie du verre d'eau, qui consiste à éteindre les incendies sans attendre qu'ils s'étendent, et à laquelle la France reste attachée, conserve toute sa pertinence. Aujourd'hui encore, on voit l'avantage d'intervenir dans des délais très courts avant que les situations ne s'enveniment. Enfin, Kolwezi rappelle qu'il faut toujours bien définir les objectifs, mais aussi autant que possible la durée d'une mission.

L'opération de Kolwezi n'est pas une opération de forces spéciales classique, notamment en raison du volume des forces engagées, ni une opération conventionnelle : est-elle un mélange des deux ?

Kolwezi est typiquement une opération d'intervention rapide. C'est pour ce genre d'opérations que le général de Gaulle avait d'ailleurs créé les Forces Terrestres d'intervention (FTI), en même temps que la Force de dissuasion et le Corps de bataille. Alors que la composante principale de l'armée française devait, en cas d'attaque du pacte de Varsovie, être engagée en Allemagne de l'Ouest dans la trouée de Fulda, les FTI étaient destinées aux actions rapides. C'étaient des unités légères, souvent parachutistes, placées en alerte Guépard, c'est-à-dire en mesure d'intervenir sur court préavis, de l'ordre de 24h à 48h, et d'être engagées notamment dans le cadre de l'article V de la Charte des Nations unies, qui autorise tout pays à protéger ses ressortissants quand les autorités locales ne sont pas en état de le faire, ou en application d'accords de défense signés avec des pays amis.

Kolwezi est-elle la première opération à vocation humanitaire ?

C'est une opération d'un genre nouveau. La France était déjà intervenue au Tchad en 1969-1970, mais c'était dans le cadre des accords de défense passés avec ce pays. Des unités avaient été engagées dans la Finul, la force de l'ONU au Sud-Liban en 1976. D'autres avaient participé à la libération des otages de Loyada à Djibouti en 1976, mais cette mission était plus une opération de police dans un pays qui était encore à l'époque le Territoire Français des Afars et des Issas.

» **LIRE AUSSI** - «Orion», l'exercice géant de l'armée française pour se préparer à une guerre majeure

Kolwezi est en revanche une mission de sauvetage de civils, réalisée à la demande des autorités zairoises.

À l'époque, Kolwezi a aussi eu pour effet de redorer le blason des troupes aéroportées, vingt ans après la bataille d'Alger, et les affaires de torture qui collaient encore à l'image des parachutistes. Kolwezi n'a suscité aucune contestation, quels que soient les bords politiques. L'opération a aussi marqué un tournant dans l'opinion

publique, qui a commencé à voir l'armée sous un autre jour que celui des guerres de décolonisation, et compris qu'elle pouvait avoir une certaine utilité.

Le fait que l'opération ait été confiée à un régiment, et non pas à un assemblage d'unités rassemblées pour la circonstance, tel qu'on le pratique aujourd'hui, a-t-il joué ?

Oui, et cela aussi a été un facteur très important dans le succès de la mission. Le 2e REP était prêt et entraîné. C'était d'ailleurs le cas de toutes les unités de l'armée française à l'époque, même les régiments d'appelés. Ce n'est pas quand une crise survient qu'il faut commencer à s'entraîner. On avait à l'époque des unités capables d'intervenir immédiatement, de façon organique. On n'avait pas besoin de se remettre à l'entraînement avant d'être engagés en opération.

Les entraînements ont été réduits au fil des années pour des raisons budgétaires, et l'on s'est retrouvé parfois dans des situations où il a fallu constituer des unités de marche à partir d'éléments disparates, et les entraîner pendant plusieurs mois avant de pouvoir les envoyer en mission. Ce n'était vraiment pas satisfaisant.

L'armement dont vous disposiez à Kolwezi n'était en revanche pas supérieur à celui de vos adversaires ?

Non, et c'est l'une des autres leçons de cette opération, le matériel n'est pas finalement le facteur le plus déterminant. Le colonel Eruhin, qui commandait le 2e REP, disait d'ailleurs lui-même qu'il vaut mieux combattre avec un armement démodé mais que l'on connaît bien, qu'avec un armement moderne qu'on ne maîtrise pas. La technologie n'est pas la panacée, même si elle est bien sûr est importante. Ce qui fait la différence, c'est la volonté de se battre. C'est d'ailleurs ce à quoi l'on assiste en Ukraine, où les forces ukrainiennes, équipées de matériel plus ancien, ont réussi à résister à l'armée russe dotée d'un équipement plus moderne. L'armement ne fait pas tout. Plus que le matériel, la volonté de se battre et la cohésion des unités sont fondamentaux.

Quels sont les enseignements de Kolwezi au niveau du commandement ?

Parmi les facteurs qui ont rendu possible le succès d'une opération comme Kolwezi figure la qualité des relations qui existaient entre le chef d'état-major particulier du président, le Chef d'État-Major des Armées, et le colonel Gras, attaché de Défense à Kinshasa : ils se connaissaient et avaient une grande confiance les uns dans les autres, ce qui est, dans ce domaine, irremplaçable.

Politiquement parlant, le président Valéry Giscard d'Estaing a pris un risque, il l'a d'ailleurs écrit dans ses mémoires. L'opération était lancée à 7000 kilomètres de nos bases, sans appui aérien, et sans moyens d'évacuation. Il y avait un risque, mais il a été correctement calculé.

Les troupes aéroportées conservent-elles leur utilité de nos jours ?

Oui, malgré des arguments qui prétendent le contraire, en invoquant les capacités de défense anti-aériennes qui rendraient obsolète l'emploi des forces aéroportées. Tout est évidemment une question d'environnement et des conditions dans lesquelles on les engage, mais je reste convaincu que même sur des théâtres de guerre

à haute intensité, on peut toujours créer la surprise. Les Russes avaient réussi avec leurs forces aéroportées à s'emparer avant l'Otan de l'aéroport de Pristina au Kosovo en 1999.

» **LIRE AUSSI** - 70 ans de la Patrouille de France: les mousquetaires du ciel

S'ils ont échoué à prendre l'aéroport d'Hostomel, en Ukraine en février 2022, c'est largement pour avoir mal évalué l'environnement, et les rapports des forces en présence. Une opération aéroportée comporte un risque supplémentaire, puisque les forces engagées sont non blindées, et n'emportent qu'une quantité limitée de munitions. Ce qui s'est passé à Arnhem en septembre 1944, quand les parachutistes britanniques sont tombés sur un adversaire plus puissant que prévu et n'ont pas pu être rejoints par le reste des forces alliées.

À Kolwezi, les choses auraient pu mal tourner.

Votre expérience de chef de section à Kolwezi vous a-t-elle été utile ?

Oui, Kolwezi m'a servi toute ma carrière. Pour toutes les raisons que je viens d'évoquer, et particulièrement celle de savoir fixer dans le temps les limites d'une mission.

Même quand on agit dans l'urgence, il faut avoir à l'esprit les conditions dans lesquelles on intervient, mais aussi comment elle s'achèvera. Par exemple, à Bunia en 2003, dans l'est du Congo, le président Jacques Chirac avait fixé avec l'ONU des règles strictes et une limite de trois mois à notre intervention : nous nous y sommes tenus, et sommes partis une fois la mission remplie. C'est une leçon que j'ai toujours gardée à l'esprit. Quand on oublie ce principe, on se retrouve avec un risque d'enlèvement. En Afghanistan, il aurait fallu partir en 2006-2007, quand les nouvelles institutions afghanes ont été mises en place et les Talibans vaincus militairement. Au Mali, il aurait sans doute été préférable de retirer nos troupes en 2017 : nous avons chassé les djihadistes, un président avait été élu, un accord passé avec les Touaregs. Nous aurions peut-être dû partir à ce moment-là. Mais il y avait peut-être d'autres éléments à prendre en compte à l'époque.

Pourrait-on refaire Kolwezi aujourd'hui ?

Oui, à tous points de vue : c'est un mode d'action qui a gardé toute son actualité au XXI^e siècle.

par 183 Bonavita Marie-Laetitia mlbonavita@lefigaro.fr

